



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE
Direction des Collectivités Locales et
des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques et
Installations Classées
n° 76

ARRÊTÉ
N° 2013038-0002 du **-7 FEV. 2013**
portant mise en demeure, à la société CRISTAL France Sas,
de respecter les dispositions de l'arrêté du 13 août 2008 réglementant
ses installations sises à ASPACH le HAUT (site de l'Ochsenfeld)

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement et notamment son article L.514-1,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- VU** la circulaire du 03/08/07 relative aux installations classées - Arrêt du Conseil d'Etat du 9 juillet 2007 sur la procédure de mise en demeure,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2008-226-16 du 13 août 2008 portant prescriptions de mesures applicables à la société Millennium Inorganic Chemicals Thann SAS pour l'exploitation des installations exploitées sur le site d'Aspach le Haut et Vieux-Thann,
- VU** la lettre du 26 septembre 2012 de l'exploitant informant du changement de dénomination sociale
- VU** le courrier de la société Cristal FRANCE SAS en date du 21 novembre 2012,
- VU** le rapport du 4 décembre 2012 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,
- CONSIDÉRANT** que des dépassements en concentration et en flux en arsenic ont été identifiés au point de rejet NN,
- CONSIDÉRANT** que des dépassements en concentration de sulfates ont été identifiés au point de rejet NNR,
- CONSIDÉRANT** qu'aucun dépassement en flux de sulfates n'a été constaté au point NNR sur la période janvier 2011 à septembre 2012,
- CONSIDÉRANT** que des dépassements en concentration en potassium ont été identifiés au point de rejet NNR
- CONSIDÉRANT** que les seuils de quantification du plomb, de l'arsenic, de l'étain et du mercure sont supérieurs à la concentration limite de rejet au point NNR définie dans l'arrêté préfectoral n°2008-226-16 du 13 août 2008,
- CONSIDÉRANT** que la concentration limite de rejets en arsenic définie dans l'arrêté préfectoral du 13 août 2008 est 10 fois inférieure à la concentration en arsenic définie dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur,

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 2 février 1998 ne définit pas de concentration limite de rejet pour le potassium,

CONSIDÉRANT l'engagement de l'exploitant en date du 21 novembre 2012 de réaliser une étude technico-économique et d'identifier l'impact de ses rejets sur l'environnement,

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.514-1 du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

ARTICLE 1er

La Société Cristal France SAS, qui exploite des installations situées sur la commune d'Aspach-le-Haut, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 8 mois, les prescriptions de l'article 4.3.9. de l'arrêté préfectoral 13 août 2008 reprises ci-après :

« Point NN :

Paramètre	Valeur limite
pH	comprise entre 5,5 et 9,5

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen annuel (kg/j)
MEST	35	90	40
DCO	125	280	280
Chlorures et sulfates	5000	11 300 avec une limite à 10 300 en SO ₄ et 6 300 en Cl-	6 550 en SO ₄ 5 110 en Cl-
Bromures	5	11	7
Sodium	1500	3375	2 300
Potassium	90	200	200
Calcium + magnésium	1890	4200	3 000
Fe + Al	5	11	3
Mercur	0,001	0,0025	0,0025
Arsenic	0,005	0,011	0,011
Cadmium	0,02	0,05	0,006
Chrome	0,05	0,11	0,01
Cuivre	0,06	0,13	0,03
Etain	0,03	0,065	0,04
Nickel	0,08	0,18	0,1
Plomb	0,1	0,22	0,01
Zinc	1	2,2	0,15
Manganèse	1	2,2	1
Azote NTK	10	20	20

.../...

Point NNR :

Paramètre	Valeur limite
pH	comprise entre 7 et 8,5
Taux de dilution minimum dans la Thur toute période confondue	200

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen annuel (kg/j)
MEST	20	19	12
DCO	63	60	37,8
Cl	1600	1296	810
SO4	1300	1162	726,6
Bromures	5	4	3
NH4	17	11	7,2
Sodium	550	483	302
Potassium	34	32	20,4
Calcium + magnésium	1000	928	580
Fe	0,15	0,14	0,09
Fe + Al	1	0,92	0,58
Mercure	0,00015	0,00014	0,00009
Arsenic	0,01	0,0019	0,0012
Cadmium	0,005	0,0012	0,00075
Chrome	0,005	0,0019	0,0012
Cuivre	0,02	0,0096	0,006
Etain	0,01	0,0096	0,006
Nickel	0,042	0,04	0,0252
Plomb	0,005	0,0019	0,0012
Zinc	0,1	0,05472	0,0342
Manganèse	16	15	9,5
Azote NTK	13,2	9	5,6

»

ARTICLE 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le Maire d'Aspach le Haut, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la Société Cristal France SAS.

Fait à Colmar, le - 7 FEV. 2013

Le Préfet,


 Alain PERRET
Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif :

I. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

II. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

